À Perpignan, trois Points lecture viennent de fermer avec leurs corolaires, les Pass Collège. La mairie a décidé qu'elle ne donnerait aucune subvention pour les Points lecture. La CAF a suivi pour les Pass Collège.

Qui est attaqué? L'éducation populaire (dans ce cas, les Francas) ? Les animatrices? Les enfants des quartiers défavorisés? leurs familles?

On est dans des quartiers où la Culture bourgeoise ne met pas son nez, pas de lieu d'expo, pas de cinéma, pas de théâtre (les quelques petits théâtres de quartiers sont obligés de se battre pour exister face au monstre de l'Archipel pour lequel les Perpignanais payent tant d'impôts). À peine une balançoire pour les plus jeunes, pas de terrain de foot (« les gosses jouent, mais le ballon, c'est une boîte de sardines »). Ces quartiers sont ghettoïsés. Les écoles, qui devraient garantir un peu de mixité sociale ne garantissent plus rien du tout (dérogations aux cartes scolaires, implantation de nouvelles écoles privées).

Les « quartiers » sont donc des ghettos dans lesquels un fort pourcentage de parents ont du mal à aider leurs enfants pour l'école : beaucoup de mamans arrivées en regroupement familial ont été scolarisées dans leur pays avec un autre alphabet, ou n'ont pas été scolarisées. Les pères qui travaillent, sont souvent humiliés par des rappels à l'ordre des écoles et collèges et dépendent parfois de leurs enfants pour tout document écrit.

C'est donc bien dans ces quartiers qu'il faut renforcer l'aide, l'accès à l'écrit, offrir par exemple, dans ces lieux de tradition orale, des lectures d'albums pour tout petits, premier accès plaisir à l'écrit, la littérature, la poésie. Un professeur de SVT du collège Mme de Sévigné, avec deux intervenantes extérieures, avaient formé des élèves de 4ème et 3ème, qui allaient ensuite lire dans leur quartier, aux élèves de Maternelle. Ces mêmes élèves, le Mercredi, lisaient d'elles-mêmes sur les bancs du square sans balançoire, à un attroupement de tout petits. Deux d'entre elles, que j'ai croisées à maintes reprises, sont à l'Université, en Lettres, et m'ont dit que c'était grâce à cette expérience.

Les animatrices des 3 Points lecture fermés, s'employaient à aider les élèves dans un climat convivial et chaleureux, sans note et sans sanction, sans « convocation » des parents. Elles aidaient les élèves, favorisaient l'entraide entre eux, passaient ensuite à des jeux pédagogiques, les faisaient sortir de leur quartier en les emmenant à la médiathèque et au musée, allaient lire aux tout petits, faisaient venir des auteurs et un public extérieur aux quartiers pour favoriser le brassage social. Un tel climat de confiance poussait certaines mamans à leur demander d'apprendre à lire et elles les aidaient dans leur approche de la lecture.

Le maire, dans son discours inaugural d'une fête de Noël de quartier, a eu l'affront de parler du « vivre ensemble, du brassage interculturel indispensable en ces périodes difficiles ». Ça, c'est le discours, mais dans les faits, il ferme les Points lecture qui étaient les seuls dispositifs laïcs qui subsistaient pour aider les enfants à se sentir à l'aise à l'école. Interpellé sur le sujet, il renvoie la faute au CG, son opposé politique, qui « n'apporte plus de subventions depuis plusieurs années ». Il « rassure » les parents présents et affirme que les enfants auront bientôt tous accès à tous les livres de la médiathèque par Internet.

La mairie va-t-elle offrir un ordinateur ou une tablette à chaque enfant? Va-t-elle créer des Points informatique pour aider les enfants à naviguer sur Internet sans se faire happer par les publicités et les innombrables sites d'intérêt médiocre ou nocifs?
On nous tient les mêmes discours à l'Éducation Nationale. L'informatique devrait réduire les coûts d'enseignants. On ne s'occupe ni du problème de l'entretien du parc informatique, ni de la pérennisation des postes d'informaticiens qui sont des précaires en contrats CUI ou AED, ni des

dynamiques de classe et du lien social qui est censé se créer dans un groupe classe en interaction directe.
On ne réfléchit à rien, mis à part créer des marchés pour Microsoft…ou un autre.

En vérité, le choix qui est fait de supprimer l'aide à ces familles est un acte condamnable car discriminatoire, un désengagement et un abandon des quartiers à leur misère, acte aussi condamnable que celui de supprimer les bancs publics du centre ville pour faire la chasse aux pauvres. Lorsque le maire parle du « vivre ensemble », il signifie sans doute « vivre ensemble entre pauvres » en leur enlevant l'ombre de l'espoir d'un ascenseur social censé réparer les injustices, les discriminations, les convocations, les contrôles, les fouilles, les mises au pas, les interpellations, les assignations à résidence, les extraditions, les déchéances de nationalité.

Alors! S'il n'y a même plus de soupape, il ne faut plus s'étonner que les cocottes minutes explosent!

Professeure enseignant en REP+, dans le bassin de deux de ces Points lecture supprimés.